



Communiqué du Groupe Front de Gauche Région Provence – Alpes - Côte d'Azur

Pour une gestion transparente et démocratique de la Région

La presse régionale et nationale ces dernières semaines a fait état de l'évolution du dossier des subventions du Conseil Régional PACA détournées par des associations fictives. Une ancienne vice-présidente de la Région, des collaborateurs de l'administration régionale et du cabinet ont été mis en examen.

Le groupe Front de Gauche qui avait approuvé la décision du Président de la Région de porter plainte pour détournement de fonds publics, estime que désormais la justice est saisie et doit suivre son cours. Notre condamnation de ces pratiques est entière parce qu'elles déconsidèrent la politique en général et notre institution en particulier.

Au-delà, ces événements nous inspirent des remarques et des propositions que nous voulons soumettre au débat citoyen.

Il est très important que les collectivités soutiennent le tissu associatif. Dans son écrasante majorité celui-ci remplit des missions et des activités essentielles à la vie sociale, culturelle, sportive et citoyenne de nos territoires.

Le soutien doit se faire dans une transparence totale sur les montants accordés, les critères d'attribution et les motivations des choix opérés. Il nous semble même qu'une conception nouvelle de la démocratie doit nous conduire à partager avec le mouvement associatif et ses représentants la réflexion sur la définition des politiques d'aides, les critères et les priorités que la Région entend mettre en œuvre.

C'est d'ailleurs dans cette optique que lors de la campagne pour les élections régionales le Front de Gauche avait préconisé la mise en place d'une conférence régionale permanente de la vie associative dont l'objet serait précisément cela.

A l'heure où le pouvoir sarkozyste s'en prend avec une violence antidémocratique, sans précédent depuis la libération aux collectivités territoriales, aux services publics locaux, à la démocratie locale, il est urgent et impératif que nous nous opposions à cette politique. Mais notre refus doit s'accompagner de propositions alternatives, en premier lieu une vision renouvelée de la démocratie locale.

C'est pourquoi, le groupe Front de Gauche pense que la majorité régionale et son Président doivent dès à présent prendre des initiatives destinées à associer tous les acteurs régionaux à l'invention d'une démocratie régionale participative délibérative et citoyenne. C'est en effet avec l'ensemble du mouvement associatif qu'il nous faut élaborer les meilleurs outils de transparence, de contrôle citoyen, de définition des priorités régionales en matière de soutien de l'institution à la vie associative de notre région.

C'est à notre sens la meilleure réponse que nous pouvons apporter aux dérives constatées par la justice ainsi qu'au gouvernement dont l'entreprise de liquidation de la démocratie locale représente un danger mortel pour notre république.

Contact

Gérard Piel

Président du groupe Front de Gauche